

## Note d'information collective relative à la protection des données personnelles dans le cadre d'une étude nécessitant l'accès aux données de l'ESND

Etude	Real World Data of Oral Nutritional Supplements (ONS) use in France
Responsable de traitement	Alliance 7 services (pour le compte des entreprises de la nutrition clinique)
Coordonnées du responsable de la protection des données (DPO) du responsable de traitement	Solène Nguyen 9 boulevard malesherbes 75008 Paris snguyen@alliance7.com 01 75 00 01 58
Finalités du traitement	<p>Les objectifs de l'étude sont en accord avec les finalités autorisées par la loi (L. 1461-1 III du Code de la santé publique) et précisées par décret (R. 1461-1 du Code de la santé publique) relatives à l'accès aux bases SNDS.</p> <p>Cette étude vise à décrire les caractéristiques des patients utilisant des Compléments Nutritionnels Oraux (CNO) et les pratiques de prise en charge en France. Une analyse exploratoire aura pour objectif de décrire les facteurs expliquant la modification de l'utilisation des CNO au cours de ces dernières années, notamment en termes de profil patients et d'utilisation de CNO</p>
Base légale	<p>Conformément aux articles 6 du RGPD et 5 de la Loi Informatique et Libertés, le traitement effectué dans le cadre de la présente étude est fondé sur l'intérêt légitime de <b>Alliance 7 services</b>, poursuivant un objectif de recherche, d'études, d'évaluation et d'innovation en santé.</p> <p>Conformément à l'article 9 du RGPD, le traitement de ces données à caractère personnel concernant la santé répond à des fins de recherche scientifique.</p> <p>Les objectifs de l'étude sont conformes aux finalités définies aux articles L. 14611 III et R. 14611 du code de la santé publique concernant l'accès aux bases de données du Système National des Données de Santé (SNDS).</p> <p>Le Health Data Hub (HDH) a confirmé que le traitement des données présentait un caractère d'intérêt public le 23 Avril 2024.</p>
Catégories de données	<p>Echantillon issu d'un tirage aléatoire simple au 2/100<sup>ème</sup> des données des bases DCIR-SNIIRAM gérées et extraites par la caisse nationale d'assurance maladie (CNAM). L'étude porte sur les données couvrant une période allant de 2018 à 2022.</p> <p>Conformément au code de la Santé Publique (CSP), les données à caractère personnel contenues dans cette base de données ne permettent pas d'identifier les individus auxquels elles se rattachent.</p>
Accès et destinataire des données	Les données du SNDS sont mises à disposition par la Cnam sur un portail informatique sécurisé et l'accès aux données est autorisé de façon temporaire pour les seuls besoins de l'étude. Seul le personnel qualifié de



	<p><b>stève consultants</b>, société mandatée par <b>Alliance 7 services pour les ENC</b> pour la mise en œuvre de cette étude, est autorisé à accéder aux données sur ce portail. A aucun moment, <b>Alliance 7 services pour les ENC</b> n'aura un accès direct aux données.</p>
Durée de conservation	2 ans après la mise à disposition des données
Transfert des données hors union européenne	Ces données ne peuvent pas être exportées du portail sécurisé et ne feront donc pas l'objet d'un transfert en dehors de l'Union Européenne.
Exercice des droits et réclamation	<p>Si vous le souhaitez, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification ainsi que d'un droit d'opposition, notamment pour l'utilisation de vos dans le cadre de cette étude.</p> <p>Conformément au Code de la Santé Publique (CSP), si vous souhaitez exercer vos droits et notamment vous opposer au traitement de vos données nécessaires aux besoins de cette étude, il convient de vous adresser directement au directeur de la caisse maladie à laquelle vous êtes rattaché ou auprès du directeur de la plateforme de des données de santé « Health Data Hub » (HDH).</p> <p>Comme évoqué ci-dessus, ni <b>Alliance 7 services pour les ENC</b>, ni <b>stève consultants</b> ne disposent de votre identité dans le cadre de cette recherche et ne seront en mesure de vous identifier pour vous permettre d'exercer vos droits.</p> <p>Enfin, vous disposez du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) en ligne ou par courrier postal à l'adresse suivante : 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07.</p>